

Délibération n° 2021-02-10/7

Objet : Reprise partielle sur provision pour risque : contentieux Commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir* à Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir* à Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir* à Jean-Pierre RICO - Benoît DELTOUR *pouvoir* à Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Xavier MIRAULT - Laurie BELTRA *pouvoir* à Jean-Pierre RICO - Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir* à Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment son article R 2321-2,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes,

Considérant que le provisionnement constitue l'une des applications du régime de prudence contenu dans l'instruction budgétaire et comptable applicable aux Communes,

Considérant qu'il s'agit d'une technique comptable qui permet de constater une dépréciation, un risque ou l'étalement d'une charge,

L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 a modifié à compter du 1er janvier 2006, le régime des provisions prévu dans l'instruction comptable. Cette réforme a eu pour objectif de simplifier le régime des provisions en proposant une refonte du système basé sur une approche plus réaliste du risque.

En application de l'article R. 2321-2 du Code général des collectivités territoriales, les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision sont fixées par délibération.

La collectivité a constitué des provisions chaque année dans le cadre du contentieux de la commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault.

Considérant les différents jugements intervenus dans le cadre de ce contentieux,

Considérant que l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre,

Considérant qu'en revanche il a été jugé qu'un appel formé à l'encontre d'un jugement rejetant un recours à l'encontre d'un titre exécutoire n'est pas suspensif,

Considérant les jugements du tribunal administratif rejetant les requêtes en annulation des titres ci-dessous par la commune de Pérols :

- ▶ Titre 2016 - semestre 2 pour 21 141,09 € (jugement n° 1700564) ;
- ▶ Titre 2017 – annuel pour 41 700,94 € (jugement n° 1800643) ;
- ▶ Titre 2018 - semestre 1 pour 17 671,70 € (jugement n° 1806231).

Il convient, en attendant les jugements en appel, de régulariser les sommes dues au titre des salaires du 2^{ème} semestre 2016 (21 141,09 €), de l'année 2017 (41 700,94 €) et du 1^{er} semestre 2018 (17 671,70 €) et d'effectuer les reprises sur provision afférentes.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à signer les documents comptables justifiant de la reprise partielle sur provision pour ces risques contentieux.
- Dire que cette écriture sera inscrite au budget 2021.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 10 février 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO

